SECAFI
Groupe ALPHA

De quelle réforme de la formation professionnelle rêvez-vous?

La Bellevilloise

11 décembre 2017

SECAFI
Société d'expertise comptable inscrite
au Tableau de l'Ordre de la région Marseille PACA
Cabinet agréé par le Ministère du Travail,
habilité IPRP et membre de la FIRPS

Direction régionale Sud
Technopole de Château Gombert – Les Baronnies
3, rue Marc Donadille – 13013 Marseille
Tél 04 91 93 92 00

SAS au capital de 3 931 382,50 €
312 938 483 RCS Paris
Numéro d'identification intracommunautaire
FR 88 312 938 483

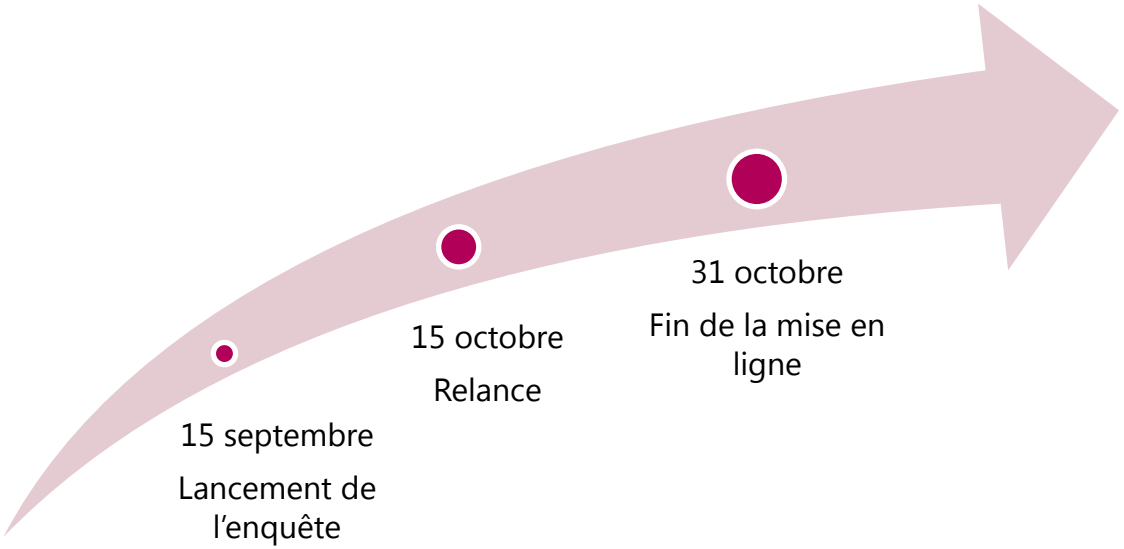
Sommaire

Résultats de l'enquête SECAFI	**9h30 / 10h15**
Déroulement des ateliers	**10h30 / 11h30**
Restitution des ateliers	**11h45 / 12h15**
Comment la réforme en cours pourra-t-elle prendre en compte ces enjeux ?	**12h15 / 13h**



Résultats de l'enquête SECAFI

Le point de vue des représentants du personnel sur le terrain



400 répondants

96% Ont un mandat électif

Taille de l'entreprise



SECAFI Groupe ALPHA

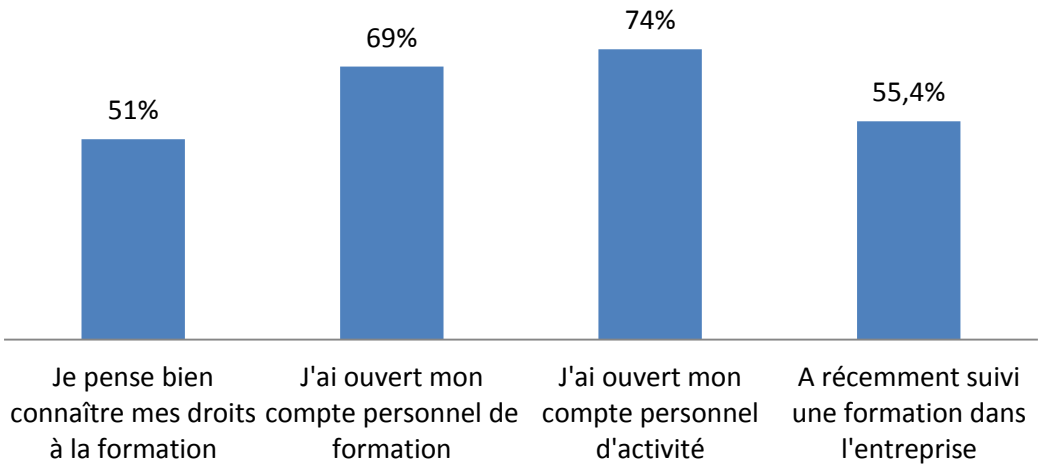
Les représentants du personnel ont une vision pragmatique de la formation mais disposent d'une faible culture juridique du sujet

- Les élus ont une vision pratique et pragmatique de la formation professionnelle :
  - Ils se présentent comme des bénéficiaires réguliers de la formation (58%)
  - Ils perçoivent les formations qu'ils ont suivi comme utiles pour leur emploi (74%) et pour leur parcours professionnel (63%).
  - La moitié pense bien connaître ses droits à la formation, et plus des 2/3 ont ouvert leur compte personnel de formation (CPF), tandis que près des ¾ ont ouvert leur compte personnel d'activité.
  - Ces chiffres traduisent une appropriation par les élus des enjeux de la formation au travers de leur expérience personnelle de la formation, souvent plus poussée que le reste de la population des salariés.
- Mais ils disposent d'une culture juridique faible de la formation professionnelle

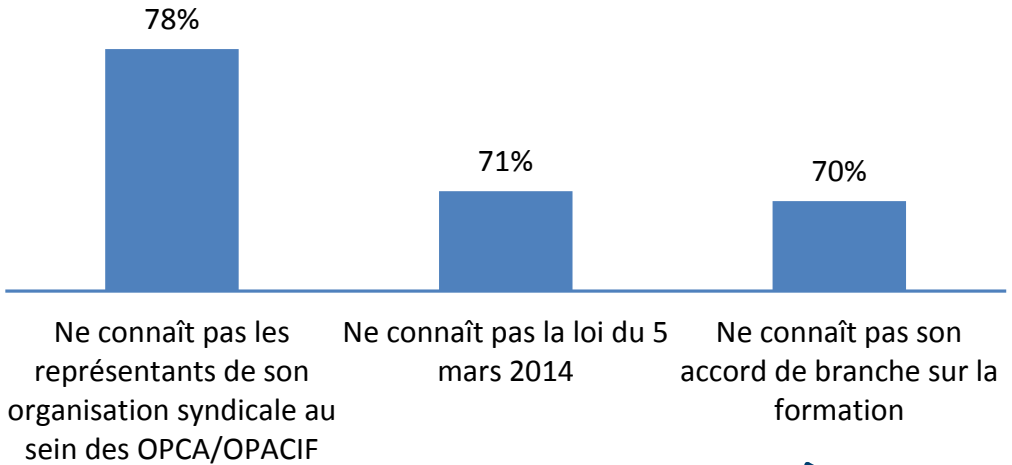
15%

S'estiment suffisamment outillés pour accomplir leur mandat sur la formation

Des représentants du personnel qui utilisent les dispositifs de formation



Mais qui n'ont qu'une faible culture juridique du sujet

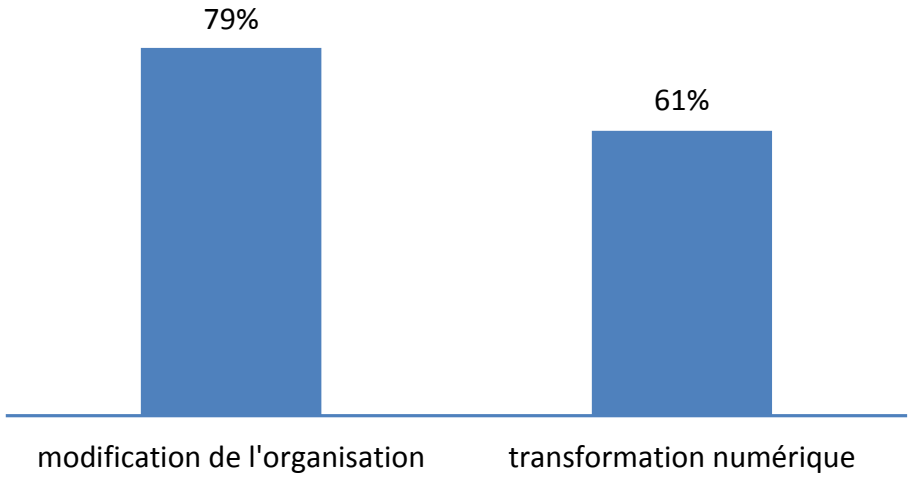


SECAFI Groupe ALPHA

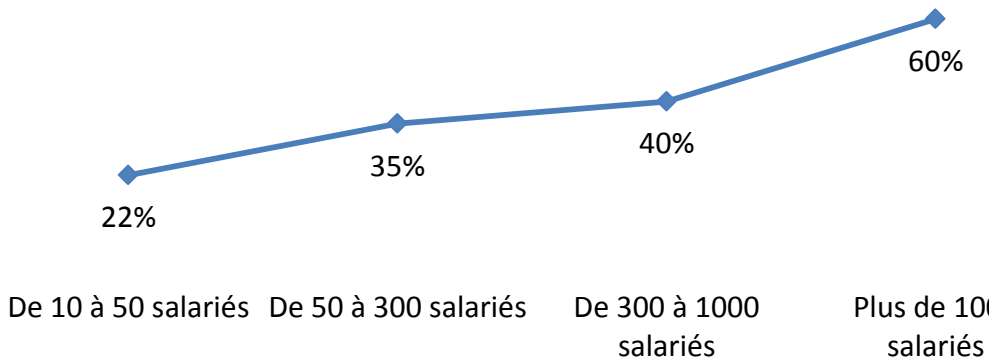
Face à l'importance des transformations du travail, la formation reste pour les représentants du personnel un outil insuffisamment exploité par les entreprises (en quantité et en qualité)

- Des transformations omniprésentes mais une inadéquation des moyens d'adaptation :
  - peu d'accords de GPEC : 40% dans les entreprises de plus de 300 salariés.
  - Les moyens consacrés à la formation ne sont pas en adéquation (60%), le taux de départ en formation n'est pas suffisant (70%), les actions de formation proposées et/ou décidées ne sont pas adaptées (79%).
  - 48% ont connaissance de métiers voués à évoluer fortement ou à disparaître mais ne constatent pas en réponse d'actions de formation pertinentes dans le plan de formation
  - 2/3 estiment que l'employeur n'investit pas suffisamment dans la formation professionnelle.
- Plus l'entreprise est grande moins les moyens mobilisés en formation sont en adéquation avec les enjeux de transformation

Des organisations qui se transforment



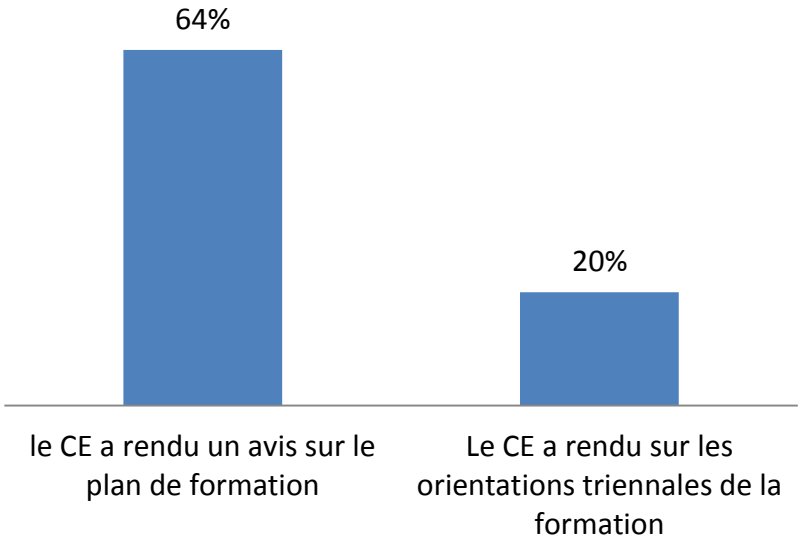
J'ai connaissance de métiers voués à évoluer fortement ou à apparaître dans l'entreprise mais je n'ai pas constaté l'apparition d'actions de formation pertinentes dans le plan de formation de mon entreprise



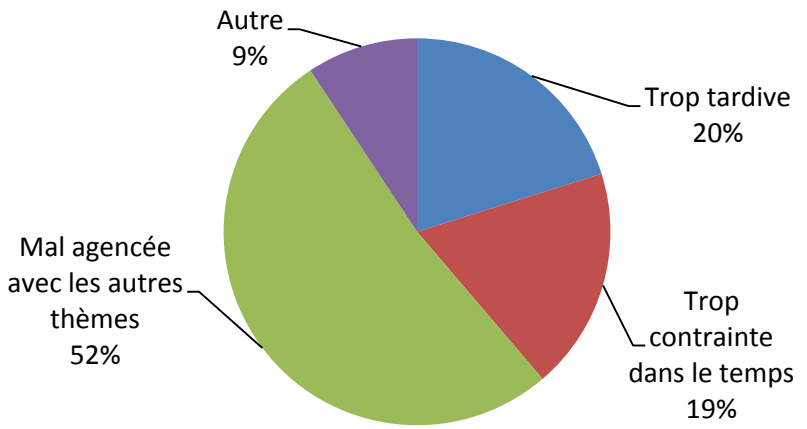
SECAFI Groupe ALPHA

Une procédure de consultation sur la formation jugée peu efficiente

- Un manque d'informations clés :
  - les élus ayant répondu à l'enquête ne connaissent pas – en majorité – les indicateurs principaux de la formation professionnelle dans leur entreprise (taux de participation financière à la formation, taux de départ en formation des salariés de l'entreprise).
  - Plus des 2/3 considèrent ne pas disposer des informations suffisantes pour rendre un avis
- Une structuration de l'agenda social qui ne correspond pas aux besoins du terrain :
  - Près des ¾ estiment que le thème de la formation est mal articulé avec les autres sujets soumis à consultation.
  - Les 2/3 estiment la procédure mal organisée dans le temps.
- Une procédure de consultation jugée peu utile :
  - 71% considèrent que l'avis n'a pas été utile au dialogue social dans l'entreprise
- Peu de changements malgré les récentes évolutions législatives (loi de 2014, loi Rebsamen)
  - 86% des répondants n'ont pas l'impression que la procédure de consultation sur la formation professionnelle s'est améliorée dans l'entreprise depuis 2015,



Une procédure de consultation mal organisée

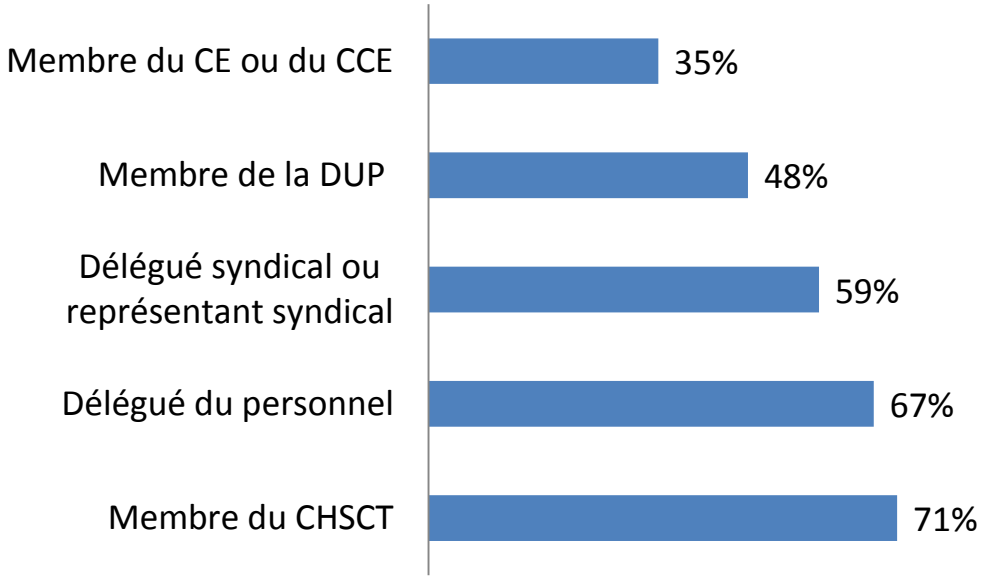


SECAFI Groupe ALPHA

La formation reste pour les IRP le problème de l'employeur

- Les élus ayant répondu à l'enquête possèdent un a priori positif sur la formation : ils ont un bon souvenir de leurs études (près de 80%) et possédaient un intérêt pour la formation avant de disposer d'un mandat d'IRP (58%).

Intérêt pour le sujet de la formation

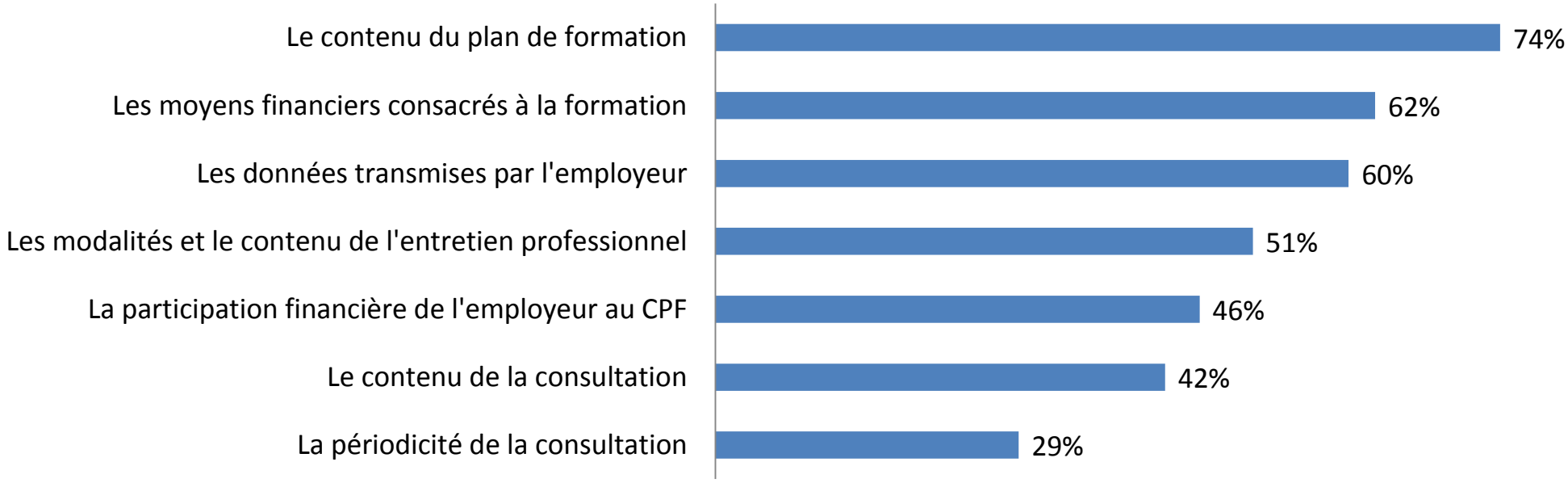


- Malgré cela, la formation reste pour eux un sujet conflictuel dans le dialogue social, considéré majoritairement comme « un outil de la Direction » :
  - Les élus communiquent sur l'avis qu'ils rendent (près des ¾ des CE/CCE informent les salariés de l'avis rendu)
  - Mais ils ne communiquent pas sur les droits des salariés : les campagnes d'information sur les dispositifs de la formation demeurent l'exception (44% sur l'entretien professionnel, 43% pour le compte personnel de formation, 26% sur le conseil en évolution professionnel).
  - Et ils ne cherchent que rarement à connaître les besoins des salariés : pas d'enquête réalisée sur la formation pour 78% des répondants et pas de recensement des besoins pour 77%.

Plus qu'un objet de discussion, la formation devrait être un objet de négociation dans l'entreprise

- 61% des répondants souhaitent que la formation soit davantage négociée au niveau de l'entreprise.

Sur quels sujets de la formation pensez-vous qu'il serait utile de négocier en entreprise ?





Déroulement des ateliers

SECAFI Groupe ALPHA

Atelier 1 : Comment faire pour que la formation accompagne mieux les transformations du travail?

- Animateur : Thierry Colomer
- Trois thèmes :
  - Le lien entre les transformations de l'entreprise et les transformations du travail
  - La négociation des accords de GPEC
  - La construction des parcours professionnels
- Pour chaque thème trois questions :
  - Ce qui fonctionne bien
  - Ce qui fonctionne mal
  - Comment progresser

Atelier 2 : Comment faire pour que le débat sur la formation professionnelle dans l'entreprise soit plus efficient?

- Animateur : Jean-Christophe Berthod
- Trois thèmes :
  - L'organisation des consultations annuelles
  - Le contenu des informations communiquées
  - La qualité de la concertation
- Pour chaque thème trois questions :
  - Ce qui fonctionne bien
  - Ce qui fonctionne mal
  - Comment progresser

Atelier 3 : Comment faire pour que les salariés s'emparent de leur droit à la formation pour développer leurs compétences?

- Animateur : Nicolas Faintrenie
- Trois thèmes :
  - L'information des salariés
  - L'efficacité des dispositifs
  - L'accompagnement des salariés
- Pour chaque thème trois questions :
  - Ce qui fonctionne bien
  - Ce qui fonctionne mal
  - Comment progresser



Restitution des ateliers



Comment la réforme en cours pourra-t-elle prendre en compte ces enjeux

Deux grands témoins

Pierre FERRACCI

- Président du Groupe ALPHA
- Président du Conseil National Education Economie (CNEE),



Jean-François FOUCARD

- Secrétaire national CFE-CGC Emploi, formation, digitalisation et égalité professionnelle,
- Vice-Président de l'Association Pour l'Emploi des Cadres (APEC)



MERCI DE VOTRE ATTENTION



SECAFI Groupe ALPHA